



BILLET DE BLOG 4 décembre 2017

Atténuation, adaptation, développement : les trois objectifs indissociables de la finance climat

Auteurs

Tancrède Voituriez

Chercheur senior, Gouvernance du développement durable

Teresa Ribera

Ministre pour la Transition écologique de l'Espagne

🕒 Temps de lecture: 4 min



Hôte et acteur essentiel de la COP 21, la France organise à Paris le 12 décembre 2017 le [One Planet Summit](#). Ce sommet international sur le financement de la lutte contre les changements climatiques, souhaité par le Président Macron, a deux objectifs principaux : entretenir la dynamique et l'espoir suscités par l'Accord de Paris, tout en réaffirmant le rôle de la France et de l'Europe au cœur d'une gouvernance mondiale abandonnée par l'administration américaine ; et accorder une place de choix aux acteurs clés de la transition – la finance et l'innovation. La meilleure manière de mobiliser les financements de manière effective et pertinente est de renforcer nos connaissances pour développer des modèles de développement et des stratégies d'accompagnement à la hauteur des enjeux. C'est l'objet du side event « Recherche et innovation : coopérer pour mobiliser les financements » que l'Iddri organise le 11 décembre. Poursuivre le

dialogue entre diplomatie et économie

L'Agenda 2030 pour le développement durable (au centre duquel se trouvent les Objectifs de développement durable) et l'Accord de Paris sur le climat portent tous les deux l'ambition d'une transformation profonde de nos économies, en vue d'un développement décarboné et résilient, durable. Inédits par l'ampleur des changements qu'ils réclament, ils le sont aussi par la diversité des acteurs et des coalitions qui, grâce à leurs engagements dans l'économie réelle, contribuent à rendre crédible l'idée que la transformation annoncée par les textes est inexorable.

Dans ce cadre, le sommet du 12 décembre s'inscrit dans une logique de consolidation des deux piliers sur lesquels s'appuient les accords internationaux adoptés fin 2015 : d'une part, rappeler chacun à l'urgence climatique et continuer de porter haut les valeurs de multilatéralisme de l'Accord de Paris, nécessaires pour l'ambition collective et la solidarité ; d'autre part, créer une tribune pour les acteurs les plus volontaristes, ouvrir un espace pour plus de leadership.

Un objectif : financer la transformation de l'économie réelle

Porté par la France, l'ONU et la Banque mondiale, le One Planet Summit s'attachera à mettre en regard financements et projets innovants au service de la transformation profonde des modèles économiques. Production et stockage d'électricité non fossile, décarbonation des transports ou encore nouveaux modèles agricoles figurent parmi les chantiers les plus urgents. Une transformation dont le succès de la mise en œuvre tient dans quatre ingrédients : l'innovation sociotechnique et financière ; la confiance entre acteurs dans l'inéluctabilité du changement et la pérennité des projets ; des investissements de long terme ; et, de manière transversale, les politiques publiques définissant les règles du jeu et le cadre des incitations. Le sommet du 12 décembre et les journées qui l'entourent, ponctuées d'événements parallèles, se concentreront ainsi sur les financements, mais toucheront en réalité aux quatre ingrédients susmentionnés – l'un ne pouvant être mobilisé sans les autres. C'est tout le sens de l'[atelier organisé par l'Iddri sous les auspices du ministère de la Recherche le 11 décembre](#). Réunissant des personnalités de haut niveau du monde de la coopération pour la recherche et l'innovation, il a pour objectif de mettre en lumière la complémentarité des différentes formes d'innovation – modèles d'affaires, ingénierie financière, gouvernance et instruments politiques, prospective – pour mobiliser les financements vers un développement décarboné et résilient.

Le défi : financer simultanément la résilience et la décarbonation

L'Iddri organisera également un atelier informel sur le financement de l'adaptation au changement climatique, son périmètre, ses objectifs et ses modalités. Au Sud comme au Nord, ce sujet s'inscrit dans le cadre de projets de permettant à la fois de réduire les impacts immédiats et de construire des modèles socioéconomiques durables. Encore imparfaitement comprise et structurée, sensible d'un point de vue géopolitique, cette question est appelée à jouer un rôle croissant à l'avenir, que les agences et banques publiques de développement ne pourront très probablement pas endosser seules, en raison des montants requis. Il place néanmoins celles-ci au centre du jeu, car elles restent pour l'heure les financeurs presque exclusifs de l'adaptation.

Intégrer les enjeux de sécurité, développement et climat

Ceci prend place dans un contexte où les enjeux de paix et de sécurité sont centraux. Quelles politiques de coopération et quels financements dans un monde où les enjeux climatiques et de sécurité contraignent, pour une part croissante, les choix de développement ? L'Iddri, la Ferdi et le Cerdi, dans le cadre de l'IDGM et du Labex IDGM+, organisent à Paris en janvier 2018 une conférence sur cette question. Intitulée « [Développement, climat, sécurité : enjeux liés d'une nouvelle politique de coopération](#) », elle a deux ambitions. Proposer des diagnostics

empiriques et robustes permettant de définir un agenda pour l'action liant sécurité, climat et développement, au service de choix politiques clairs. Proposer ensuite des pistes pour mettre davantage en cohérence les trois « D » des actions extérieures de la France et de l'Union européenne : défense, diplomatie et développement.

CLIMATE**MITIGATION****ADAPTATION****POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT**